

La voix de l'Opposition de gauche

Quand Mailly plante un couteau dans le dos des travailleurs de PSA.

17 juillet 2012

Un rappel pour planter le décors.

Extrait de la causerie du 22 juin 2012.

"Comme disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou, il y a un loup, eh bien, on va demander à lever le loup", a lancé sur RTL Jean-Claude Mailly...

Mais si monsieur Mailly a de graves problèmes de vision, peut-être qu'il ne s'agit pas d'un loup... mais d'un renard !

Informations ouvrières (n°205), hebdomadaire du POI, (...) page 3 en titre : " *Et en France, que va faire le gouvernement ?*", titre de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Et maintenant ?*".

A propos de PSA : "*Difficile... Que va faire le gouvernement ? Va-t-il donner la garantie, par son intervention directe, du maintien du site et de tous les emplois ?*"

Feindre l'ignorance a ses limites monsieur Gluckstein, à en abuser vous allez passer pour un vulgaire manipulateur.

Les camarades du CCI-T ont relevé ceci dans *Combattre* pour en finir avec le capitalisme du mois de juin (en ligne dans le site) :

- "*Michel Sapin, interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, a laissé échapper cette phrase : « Ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA » qui sonne comme celle de Jospin « l'Etat ne peut pas tout faire » sur Renault- Villevoorde à l'époque.*"

Bien entendu, Gluckstein n'a rien entendu du tout, il n'a même pas souvenir de la répartie de Jospin, non, non, il nous demande de le croire sur parole, qu'il n'y compte pas, c'est une illusion de trop ! Tout cela pour quoi ? Pour justifier la ligne politique du POI.

On pourrait ajouter aujourd'hui : pour soutenir la direction de PSA, le gouvernement, Mailly.

Comme quoi le loup et les renards s'entendent comme larrons en foire pour faire la peau de la volaille qui ici sera remplacée avantageusement par des pigeons, les salariés de PSA en l'occurrence ou plus généralement vous et moi, l'ensemble des travailleurs.

Hier, le renard s'est illustré en portant secours au loup

"Je n'attendais pas d'annonce miracle de l'Etat, on ne peut pas tout faire sur une entreprise privée", a commenté M. Mailly sur BFM-TV et RMC, réagissant à l'intervention télévisée samedi de François Hollande, qui s'est exprimé sur le plan de suppression de 8.000 postes chez PSA Peugeot Citroen.

"*Quelle est la marge de manoeuvre du gouvernement? Le gouvernement, c'est tout ce qui est sollicitation de fonds publics*", a-t-il ajouté, estimant qu'à "chaque fois qu'il y a une aide publique, il doit y avoir des contreparties".

Selon lui, "*il y a des moyens de pressions qui existent*" notamment pour "*exiger plus d'engagements en matière de revitalisation*".

"*Il faut qu'il y ait un avenir industriel sur le site d'Aulnay*", a-t-il répété.

M. Mailly a également appelé les salariés à "résister": "rien n'est jamais définitivement décidé, il y a des choses qu'il faut faire évoluer obligatoirement. Le ministre va recevoir les syndicats du site aujourd'hui (lundi) (...) Il faut qu'on fasse bouger le dossier c'est évident". (AFP 16.07)

1- Non seulement Mailly n'appelle pas au retrait du plan de fermeture de l'usine d'Aulnay et à l'annulation des suppressions de postes programmés sur d'autres sites du groupe PSA ;

2- Il n'appelle pas non plus à la grève illimitée pour empêcher son application ;

3- Et pour finir il apporte son soutien au gouvernement qui n'entend pas l'interdire et légitime la décision de la direction de PSA.

Ainsi ils livrent les travailleurs de PSA aux actionnaires après les avoir trahis, et pour comble de cynisme, ils les appellent à "*résister*" !

On a là véritablement la nature du dirigeant syndical Mailly : un lieutenant du capital au sein du mouvement ouvrier, un parasite, un traître puisqu'il ose parler au nom des travailleurs.

Monsieur Mailly, vous n'avez aucune légitimité pour parler en notre nom, d'ailleurs vous venez de le prouver par cette prise de position qui revient à vous faire le relais des besoins exprimés par les actionnaires de PSA, vous être tout au plus un représentant patronal, tout comme vos illustres prédécesseurs, Marc Blondel et André Bergeron.

Au passage vous aurez compris à quoi rime tous les discours sur l'indépendance des syndicats dont Trotsky disait qu'on ne pouvait la juger qu'au regard de leurs rapports à l'Etat, Mailly vient de faire la démonstration qu'il y était entièrement soumis.

André Bergeron, Marc Blondel et Jean-Claude Mailly soutenus comme un seul homme par les dirigeants de l'OCI, du PT, puis du POI. On va attendre de voir comment va réagir le POI aux propos de Mailly avant d'en dire davantage.

Je vous avais averti que les dirigeants pourris des syndicats et des partis qui les soutiennent remettraient le couvert qu'ils nous avaient servi après le 10 mai 81, on y est. Ils soutiennent le gouvernement, leur gouvernement il faudrait préciser, tout le reste est du baratin. Leur sale boulot consiste à cadenasser davantage encore le mouvement ouvrier et le prolétariat, le neutraliser dans l'oeuf, lui interdire de se mobiliser en masse contre le patronat et le gouvernement, assurer la survie du régime.

Parfois, on hésite à dire tout ce qu'on pense ou tout ce qu'on sait, les conclusions auxquelles nos analyses nous ont conduites parce qu'elles sont aux antipodes de ce que pensent les militants ou ce qui paraît être la réalité, la réalité maquillée par des dirigeants passés maîtres dans l'art de la

présentation falsifiée des faits. Et puis, il arrive qu'au détour de l'actualité sociale ou politique les évènements se précipitent forçant les escrocs à sortir du bois pour monter au créneau pour défendre le patronat ou l'Etat, du coup, notre caractérisation qui pouvait sembler exagérée hier encore dans un autre contexte, prend tout d'un coup toute sa signification. J'ajouterais qu'on est là encore loin du compte, très loin.

Tenons-nous en aux faits que nous avons sous les yeux, le reste viendra plus tard quand les militants auront digéré ce gros pavé qui va leur rester au travers de la gorge pendant un bon moment avant de se dissoudre, s'ils ne s'étouffent pas avec, cela s'adresse particulièrement aux militants du POI. Qu'ils gardent en mémoire pour le moment que leurs dirigeants ont voté les dernières résolutions du bureau confédéral de FO, et que dans le passé, à de rares exceptions près, ils se sont abstenus sans jamais affronter Bergeron, Blondel ou Mailly.

Un camarade vient de m'envoyer un courriel pour me dire que le syndicalisme était mort en France. Mailly en est l'un des fossoyeurs sans aucun doute. Là, il s'agit de faire la peau des salariés du secteur privé où FO est peu implanté ; a-t-il négocié quelque chose en échange de son ralliement au gouvernement pour son fond de commerce, le secteur public, on n'en sait rien.

Vous aurez noté que nous ne demandons rien à l'Etat, au gouvernement qui n'est pas le nôtre mais celui des banquiers et des capitalistes. Nous estimons que c'est uniquement par la lutte de classe et leur mobilisation dans l'unité que les travailleurs peuvent défendre leurs droits et leurs acquis, avancer sur la voie qui conduit au renversement du régime et à la constitution d'un véritable Etat et gouvernement ouvrier.

Nous ne prétendons pas que leur mobilisation aboutira chaque fois à une victoire, c'est plutôt l'inverse qui se produira généralement, par contre en agissant en tant qu'acteurs indépendants de l'Etat et du patronat ils seront à même d'en tirer des enseignements pour la suite de leur combat, de comprendre ce qu'il leur a fait défaut s'atteler à y remédier et vaincre, c'est ainsi que leur conscience de classe grandira, en prenant conscience de leur force.

Dans toute bataille, ce qui est primordiale c'est son orientation, qui est définie par son objectif et la base sur laquelle elle est menée : sur celle exclusivement des propres besoins de la classe ou y mêlant ceux de son ennemi, ce qui revient à se situer sur son terrain ? Dans le premier cas, quelle qu'en soit l'issue, les travailleurs pourront en tirer des leçons, dans le second ils en seront incapables puisqu'ils ne l'auront pas menée sur le terrain de leur indépendance de classe. Si vous êtes amené à participer malgré vous à une guerre et que vous commencez par la justifier, vous n'en comprendrez jamais les tenants et les aboutissants. C'est ainsi par exemple que le NPA soutient aveuglément la guerre que mène actuellement la coalition impérialiste occidentale en Syrie par mercenaires interposés qu'elle a formés et armés...

Regardez (IO n°207), le M'PEP en appelle au Conseil national de la résistance (CNR) parce qu'il avait repris à son compte une partie du programme du Front populaire qui n'avait pas été appliqué, alors qu'en échange il a vendu le prolétariat en armes à de Gaulle, qui l'a désarmé afin de reconstruire l'Etat bourgeois et permettre au capitalisme français de se reconstituer après-guerre, au nom d'un seul Etat, une seule police, une seule armée (Thorez - PCF), liquidant le mouvement révolutionnaire qui avait commencé à prendre forme à la fin de la guerre, occultant cet aspect de la réalité, donc sur une base frelatée ou falsifiée, 67 ans plus tard Nikonoff le stalinien repentini nous ressort le CNR, comme quoi quand on se situe sur un terrain qui n'est pas celui de la classe ouvrière, on ne peut rien comprendre, à moins qu'on ne le veuille pas. Ajoutons qu'il est très difficile d'en changer par la suite, on passe son temps à le justifier.

Et à la page 4 du n°208 d'*Informations ouvrières*, entre dirigeants ils s'échangent des amabilités s'invitant mutuellement comme larrons en foire : "*Le M'PEP a invité le POI à un débat public qu'il entend organiser le 3 novembre sur le thème : « Un nouveau CNR (Conseil national de la Résistance —NDLR) est-il possible et nécessaire ? » Les délégations sont convenues de se retrouver début septembre pour faire le point.*". Rien d'étonnant à ces retrouvailles on a envie d'écrire, puisque par la plume de Roger Sandri (Angello Gedo) le PT nous avait fait savoir qu'il était nostalgique de la IVe République, de l'Union nationale qui avait régné après-guerre, ne retenant de cette période que les réformes sociales en échange de la paix sociale, tandis que le capitalisme était promis à connaître encore de beaux jours, entre nous, IVe République qui fraiera la voie à la Ve jusqu'à nos jours, quelle importance franchement, Gluckstein ira en 2005 jusqu'à opposer le TCE à la Constitution de la Ve République en vantant les mérites de cette dernière ou il en appellera à de Gaulle qui avait fait acte d'oeuvre sociale en procédant à des nationalisations, donc chaque fois dans les exemples que je viens de fournir en se plaçant sur le terrain de notre ennemi, après cela comment voulez-vous que les militants y comprennent quelque chose ou tirent un enseignement de la lutte des classes, c'est quasiment impossible, le POI est en train d'en faire la démonstration. (A suivre)

Gageons que Thibault, Chérèque et consorts ne contrediront pas Mailly.